

CONTRE LA GUERRE !

Le 14 novembre 2012

éditorial

Le Quotidien d'Oran

le 14 novembre 2012

par M. Saadoune

On peut en convenir, l'Algérie a perdu beaucoup d'énergie et de temps dans l'opération fumeuse nommée Nepad au lieu de s'occuper plus sérieusement de son environnement immédiat. Pourtant la « concurrence » du Maroc, qui a mené depuis une quinzaine d'années une action économique active en Afrique de l'Ouest et lui a donné une influence politique certaine, aurait dû, positivement, inciter à cette réorientation. Le Nepad est aujourd'hui ce qu'il est, une vague opération de marketing de chefs d'Etat africains décidés à se montrer sous un beau jour. Le bilan est maigre.

Le présumé mécanisme d'évaluation par les pairs africains destiné à promouvoir les bonnes pratiques de gouvernance n'a pas brillé par son côté critique. C'est une fausse sortie alors que le vrai mécanisme d'évaluation est d'ordre interne, celui du caractère effectif des libertés et du respect des lois que les citoyens évaluent. Mais si on évoque le Nepad, ce n'est pas pour en faire un bilan mais pour constater que la diplomatie algérienne avait mieux à faire à s'occuper, plus sérieusement, de son environnement immédiat. Il reste que ce constat de défaillance que l'on peut partager ne doit pas conduire à affirmer que le refus de l'Algérie de s'engager dans une dangereuse aventure au Nord-Mali est erroné. Certes, on peut constater que les pays d'Afrique de l'Ouest écoutent plus Paris qu'Alger et suivent aveuglément le choix de la guerre.

Mais cette faiblesse de la diplomatie algérienne – qu'il faut relativiser d'ailleurs, l'Algérie n'étant pas une grande puissance – ne signifie pas que le refus de s'engager dans la guerre est une position erronée. C'est au contraire un choix politique rationnel justifié que la faiblesse de la politique algérienne en direction des voisins du Sud ne remet pas en cause. Ce n'est pas parce que Paris et Washington ont décidé qu'il faut faire la guerre au nord du Mali que l'Algérie doit se mortifier d'avoir refusé cette option. Il faut au contraire la défendre avec pugnacité et fermeté. L'Algérie n'a pas la capacité de s'opposer à une guerre décidée par le Conseil de sécurité, mais aucune puissance ne peut la contraindre à y participer. Les citoyens algériens ont vu, non sans raison, dans les visites des dirigeants occidentaux à Alger un exercice de pression pour amener les autorités algériennes à s'impliquer. Après les flatteries à l'armée algérienne, les pressions faussement amicales ont suivi.

ON CONNAIT CEPENDANT L'AVIS DE L'ÉCRASANTE MAJORITÉ DE L'OPINION ALGÉRIENNE, DEVENUE ENCORE PLUS SUSPICIEUSE APRES L'INTERVENTION DE L'OTAN EN LIBYE : **ELLE NE VEUT PAS QUE LES SOLDATS ALGÉRIENS AILLENT AU NORD-MALI FAIRE UNE GUERRE DÉCIDÉE PAR D'AUTRES.**

LE DEVOIR D'INFORMER COMMANDE DE RAPPELER CONSTAMMENT CE REFUS DE LA GUERRE DES ALGÉRIENS QUI N'IGNORENT PAS QUE DES POPULATIONS AU NORD-MALI RÉCLAMENT DEPUIS AU MOINS TROIS DÉCENNIES DES DROITS LÉGITIMES ET QU'ON NE PEUT, PARCE QUE PARIS A DÉCIDÉ, ACCEPTER DE METTRE DANS LA CASE DES TERRORISTES À ÉRADIQUER.

IL FAUT RAPPELER CONSTAMMENT LE REFUS DES ALGÉRIENS DE VOIR LEURS ENFANTS ENVOYÉS SE BATTRE HORS DE LEUR FRONTIÈRE DANS UNE GUERRE DOUTEUSE.

CELA VAUT AUSSI BIEN AU POUVOIR ALGÉRIEN (AFIN QU'IL NE TRANSIGE PAS SUR LA QUESTION) QU'AUX AMÉRICAINS ET AUX FRANÇAIS QUI CROIENT QUE L'OPINION DES ALGÉRIENS EST QUANTITÉ NÉGLIGEABLE.